

Convention collective

**IDCC : 9542. – EXPLOITATIONS HORTICOLES ET PÉPINIÈRES,
(Meurthe-et-Moselle)
(19 juin 1969)**

(Étendue par arrêté du 4 juillet 1972,
Journal officiel du 25 août 1972)

AVENANT N° 94 DU 1^{ER} JUILLET 2019

NOR : AGRS1997211M

IDCC : 9542

Entre :

Syndicat des horticulteurs et pépiniéristes de Lorraine,

D'une part, et

Union professionnelle régionale agroalimentaire CFDT de Lorraine ;

Union régionale des syndicats CFTC ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le Smic est un salaire de référence horaire, garanti par la loi et applicable à tous les emplois.

Aucun salarié ne peut percevoir un salaire inférieur, sous réserve des dispositions légales spécifiques à certains travailleurs.

Le Smic horaire est fixé à 10,03 € depuis le 1^{er} janvier 2019.

Les salaires horaires minima concernant les ouvriers et employés sont fixés comme suit :

(En euros.)

CATÉGORIE	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (pour 151,67 heures)
Niveau I. – Échelon 1	10,03	1 521,25
Niveau I. – Échelon 2	10,09	1 530,35
Niveau II. – Échelon 1	10,18	1 544,00
Niveau II. – Échelon 2	10,30	1 562,20
Niveau III. – Échelon 1	10,47	1 587,98
Niveau III. – Échelon 2	10,61	1 609,22

CATÉGORIE	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (pour 151,67 heures)
Niveau IV. – Échelon 1	11,04	1 674,44
Niveau IV. – Échelon 2	11,10	1 683,54

Les salaires horaires minima concernant les techniciens, agents de maîtrise et les cadres sont fixés comme suit :

(En euros.)

CATÉGORIE	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (pour 151,67 heures)
TAM niveau I. – Échelon 1	11,29	1 712,35
TAM niveau I. – Échelon 2	11,47	1 739,65
TAM niveau II	12,77	1 936,83

(En euros.)

CATÉGORIE	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (pour 151,67 heures)
Cadres niveau I	14,87	2 250,78
Cadres niveau II	18,65	2 828,65

Article 2

Les dispositions du présent avenant prennent effet à compter du 1^{er} juillet 2019.

Article 3

Les dispositions du présent avenant sont applicables de façon indifférenciée à l'ensemble des entreprises relevant de la branche. Elles concernent donc de façon identique les entreprises de moins de cinquante (50) salariés et de cinquante (50) salariés et plus, afin de garantir à l'ensemble des salariés de la branche une couverture uniforme dont les garanties ont tenu compte lors de leur définition de la structure et de la taille des entreprises de la branche.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé à l'unité départementale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Grand Est, en l'absence d'opposition après un délai de 15 jours suivant sa signature.

Fait à Vandœuvre-lès-Nancy, le 1^{er} juillet 2019.

(Suivent les signatures.)